

L'AGRICULTURE

L'AUGMENTATION DES PRIX DE SOUTIEN

M. E. Nasserden (Rosthern): J'aurais une question à poser au ministre de l'Agriculture. Compte tenu de la hausse du coût de production, y compris les taux d'intérêts accrus, dans l'industrie agricole, le gouvernement projette-t-il d'augmenter dans la même proportion les prix de soutien accordés aux produits aux termes de la loi sur la stabilisation des prix agricoles?

M. l'Orateur: A l'ordre. La portée de cette question est bien trop étendue pour qu'on la pose en ce moment et qu'elle reçoive une réponse. Le député demande le genre de renseignements qui devraient être donnés à l'appel des motions.

M. Nasserden: Le ministre ou le premier ministre serait-il disposé à déférer l'application de la loi sur la stabilisation au comité de l'agriculture?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Le comité décide lui-même, je crois, comment il procède et quels sujets il étudie.

Des voix: Non.

L'hon. M. Greene: Je ne m'opposerais certes pas à l'étude de l'application de la loi sur la stabilisation si le comité estime que c'est dans l'intérêt de son travail.

LA POMME DE TERRE—ÉTUDE PAR UN GROUPE D'EXPERTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il s'agit de la situation grave de l'heure actuelle dans l'industrie de la pomme de terre, tant dans l'Est que dans l'Ouest. Reconnaisant le travail fort utile qu'accomplit le groupe spécial de travail du gouvernement fédéral en matière d'agriculture, je me demande si le ministre a donné des instructions à ce groupe pour qu'il entreprenne un projet de recherche spécial sur l'ensemble de notre industrie de la pomme de terre.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne donne pas d'instructions au groupe spécial de travail quant à l'étendue de ses études, mais je suis certain, vu les difficultés qui existent au sein de cette industrie—l'Est du Canada ne veut pas de valeur aux fins de droits sur les pommes de terre cette année, contrairement à l'Ouest—que cette équipe songera sérieusement à effectuer une étude spéciale sur l'industrie de la pomme de terre.

[L'hon. M. McIlraith.]

[Français]

LE NATIONAL-CANADIEN

QUESTION RELATIVE À LA SÉCURITÉ ET À L'INSPECTION DES RAILS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Il semble que le National-Canadien met à exécution, dans la province de Québec, un programme visant à éliminer plusieurs débarcadères ainsi qu'à diminuer le personnel préposé à la surveillance des rails.

Je voudrais demander à l'honorable ministre si des mesures de sécurité seront prises pour assurer, en dépit de l'exécution de ce programme, une inspection assidue des voies ferrées, face à la mise en service des turbo-trains?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je veux bien déférer cette question au chemin de fer pour pouvoir ensuite répondre à mon honorable ami.

L'EXPO '67

LA PRÉSUMÉE CESSION DE BIENS SANS APPELS D'OFFRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ralph Cowan (York-Humber): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Comme le comité exécutif du conseil municipal de Montréal a signé un projet d'accord en vue de l'achat pour \$1 de certains biens de l'Expo, j'aimerais savoir si l'on a procédé par voie d'adjudication, car l'Exposition nationale du Canada voulait soumissionner certains de ces biens?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, il reste certains biens dont on n'a pas encore disposé, notamment l'Expo Express, et des appels d'offres s'imposent en l'occurrence. On a disposé de la plupart des autres biens entre les trois parties à l'entente, la ville de Montréal, la province de Québec et le gouvernement fédéral, à la suite d'un accord.

M. Cowan: Une question supplémentaire. Ces articles n'ont donc pas été vendus par voie de soumission publique?

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Robert C. Coates (Cumberland): Une question supplémentaire. Le ministre du Commerce a déclaré, ce matin, qu'il préparait une réponse à la question n° 930 du *Feuilleton*. Je me demande simplement combien de